



L'AGENCE FRANCE TRÉSOR a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

HTTP://WWW.AFT.GOUV.FR • BLOOMBERG TRESOR <Go> • REUTERS TRESOR

# BULLETIN MENSUEL

N° 269

OCTOBRE 2012

Données générales sur la dette 1

Marché primaire 2

Marché secondaire 4

Tribune libre 6

Economie française 7

Comparaisons internationales 8

Dette négociable de l'État 9

1  
2  
4  
6  
7  
8  
9

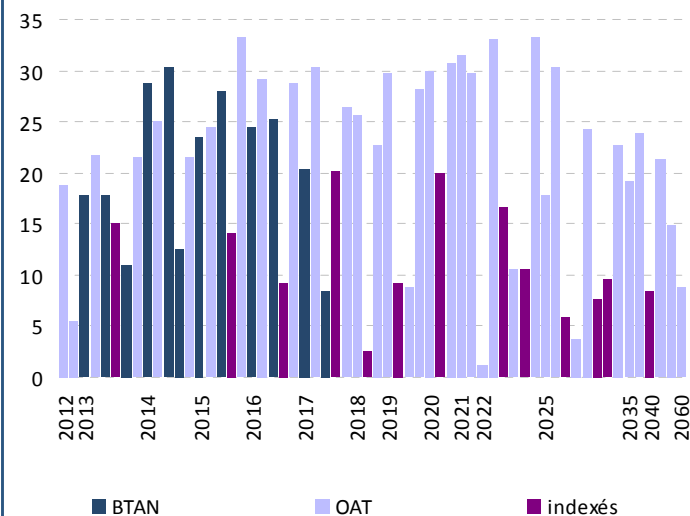


Directeur de publication : Philippe Mills  
Rédaction : Agence France Trésor  
Disponible en français et en anglais

## DONNÉES GÉNÉRALES SUR LA DETTE

### Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 30 septembre 2012

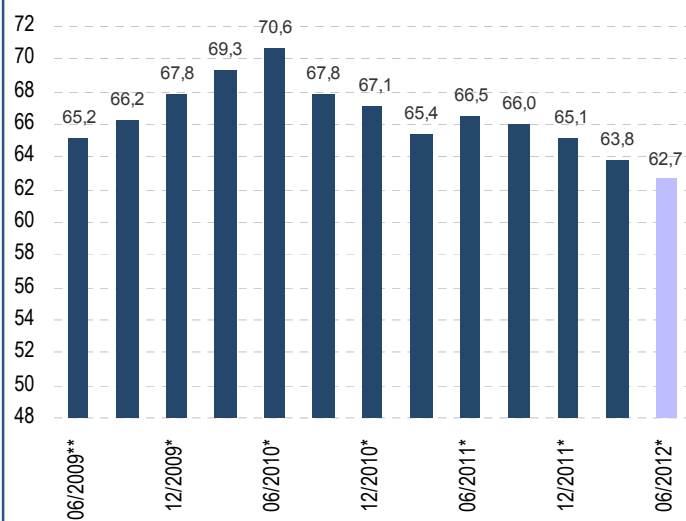
Encours nominal par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État

En % de la dette négociable



(\*) chiffres révisés au trimestre (\*\*) chiffres révisés à l'année  
Source : Banque de France

### Calendrier indicatif d'adjudication

		BTAN				BTAN / OAT indexés		OAT
Nov. 2012	date d'adjudication	5	12	19	26	15		31-Oct
	date de règlement	8	15	22	29	20		6
Déc. 2012	date d'adjudication	3	10	17	24	31		6
	date de règlement	6	13	20	27	3-janv		11

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

**La France procèdera à un ajustement budgétaire historique d'ici 2017**

La France procèdera à un ajustement structurel sans précédent pour ramener le déficit public de 4,5% en 2012 à 3% en 2013. Le Gouvernement, au travers du projet de finances (PLF) 2013, s'est engagé sur un effort budgétaire de 30 Mds € réparti entre des recettes supplémentaires et des économies en dépenses, équilibrées entre les ménages et les entreprises. 10 Mds € de recettes seront prélevés sur les ménages principalement les plus aisés dont 6 Mds € proposés dans le PLF et le restant en projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), 10 autres milliards d'euros sur les entreprises, en préservant largement les PME. 10 Mds € d'économies en dépenses sont prévues, sans concerner les secteurs prioritaires de l'éducation, de l'emploi, de la justice et de la sécurité. La croissance de la dépense publique en volume, hors éléments exceptionnels, est donc prévue à 0,5% en 2013, comme en 2012, après 0,9% en 2011.

Les chiffres de dépenses de l'Etat présentés dans le PLF 2013 respectent une double norme : « zéro valeur » (stabilisation des dépenses hors charge de la dette et pensions) et « dépense totale » (ensemble des dépenses). Ces règles sont inscrites dans le projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP) pour 2012-2017, dont la finalité est le redressement des comptes publics, par un partage équilibré entre recettes et dépenses, et entre composantes des administrations publiques (APU). La ligne directrice est un gel en valeur des dépenses publiques, soit 278,7 Md € d'ici 2017.

Sur la période de programmation, l'effort est partagé entre dépenses et recettes. Entre 2011 et 2017, le taux de prélèvements obligatoires est prévu en hausse de 2,4 pts de PIB, et le poids de la dépense publique en diminution de 2,4 pts. La part de la hausse des recettes dans les mesures de consolidation est plus importante en début de période, du fait de l'ampleur de l'effort à fournir pour atteindre la cible en 2013 et de la montée en puissance plus progressive des mesures d'économies en dépenses.

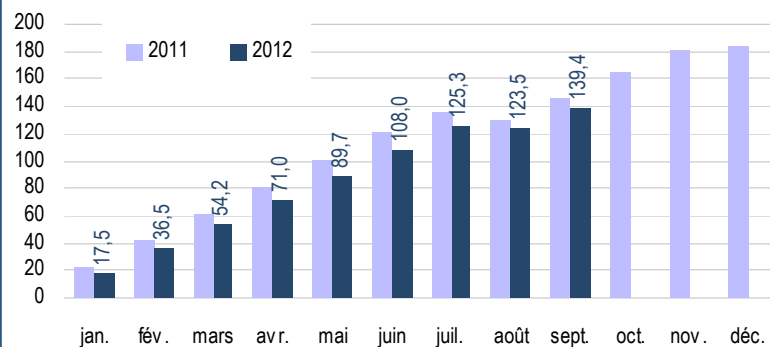
Le PLPFP respecte les dispositions du projet de loi organique (PLO) présenté en conseil des ministres le 19 septembre 2012 et qui introduit une réforme structurante de la procédure budgétaire. Il présente pour la première fois une trajectoire de solde structurel pour l'ensemble des APU et la définition d'un objectif à moyen terme, en totale conformité au traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). L'équilibre structurel est ainsi prévu en 2016 et 2017, le quasi-équilibre des comptes publics, lui, en 2017.

Enfin, le PLO crée le Haut conseil des finances publiques chargé de donner des avis publics sur les hypothèses macroéconomiques et sur le respect de la trajectoire de finances publiques, ainsi que et d'alerter le Gouvernement et le Parlement, le cas échéant, des écarts importants par rapport à l'objectif à moyen terme. Un mécanisme de correction prévoit que le Gouvernement explique les raisons de ces écarts et présente des mesures de correction en vue du retour à la trajectoire.

**MARCHÉ PRIMAIRE**

**Financement à long et moyen terme sur l'année au 30 septembre 2012**

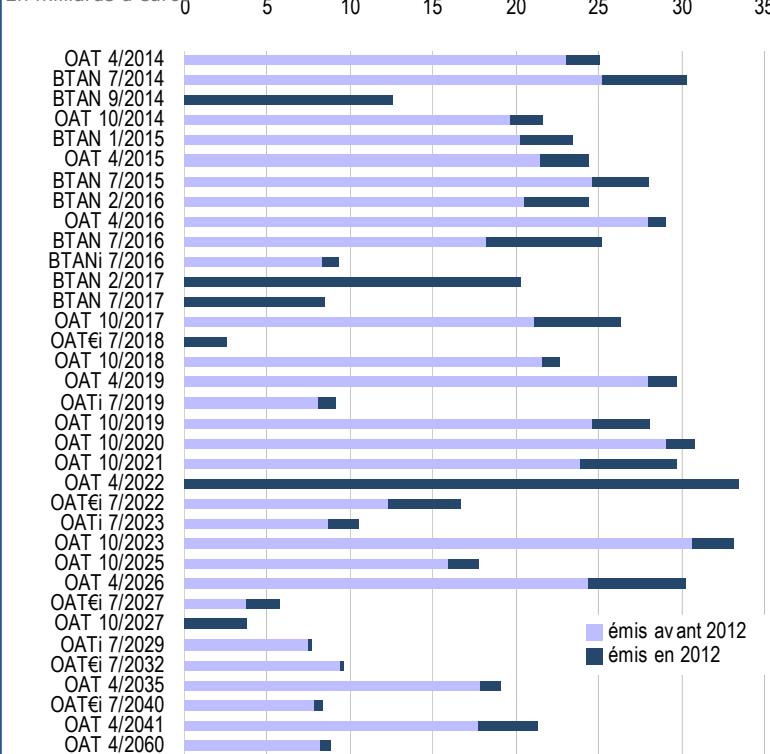
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

**OAT et BTAN : émissions de l'année et cumul au 30 septembre 2012**

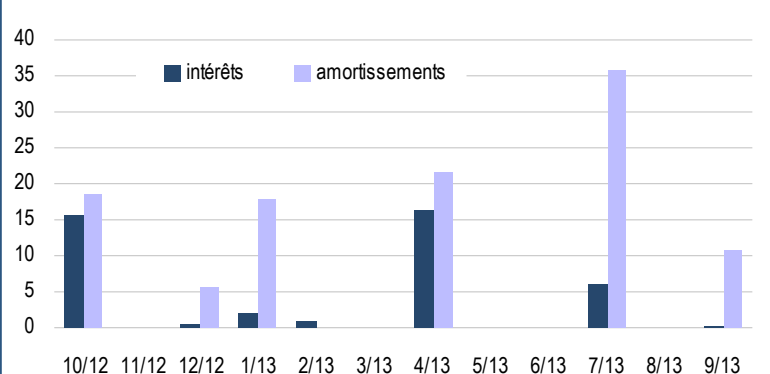
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

**OAT et BTAN : échéancier prévisionnel au 30 septembre 2012**

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

## Adjudications d'OAT et de BTAN – Septembre 2012

\*En millions d'€uros

	OAT 5 ans 25/10/2017 4,25%	OAT 10 ans 25/4/2022 3,00%	OAT 15 ans 25/10/2027 2,75%	BTAN 2 ans 25/9/2014 0,75%	BTAN 3 ans 25/2/2016 2,25%	BTAN 5 ans 25/7/2017 1,00%	OAT€i 10 ans 25/7/2022 1,10%	OAT€i 15 ans 25/7/2027 1,85%	OATi 17 ans 25/7/2029 3,40%	OAT€i 20 ans 25/7/2032 3,15%
Date d'adjudication	6/9/2012	6/9/2012	6/9/2012	20/9/2012	20/9/2012	20/9/2012	20/9/2012	20/9/2012	20/9/2012	20/9/2012
Date de règlement	11/9/2012	11/9/2012	11/9/2012	25/9/2012	25/9/2012	25/9/2012	25/9/2012	25/9/2012	25/9/2012	25/9/2012
Volume annoncé*	<7 000 --- 8 000>			<7 000 --- 8 000>			<1 500 --- 2 000>			
Volume demandé*	4 180	6 308	5 462	7 105	4 695	7 140	1 769	940	590	717
Volume adjugé*	1 534	2 998	3 452	3 165	1 295	3 505	940	440	180	217
ONC après adjudication	213	909	344	97	72	390	23	84	38	40
Volume total émis*	1 747	3 907	3 796	3 262	1 367	3 895	963	524	218	257
Taux de couverture	2,72	2,10	1,58	2,24	3,63	2,04	1,88	2,14	3,28	3,30
Prix moyen pondéré	115,84%	106,73%	98,82%	101,09%	105,81%	100,09%	107,96%	116,63%	144,36%	143,87%
Taux actuariel	1,05%	2,21%	2,85%	0,20%	0,53%	0,98%	0,28%	0,67%	0,62%	0,76%
Coefficient d'indexation**	-	-	-	-	-	-	1,06191	1,04647	1,05242	1,21031

\*\* à la date de règlement

Source : Agence France Trésor

## Adjudications de BTF – Septembre 2012

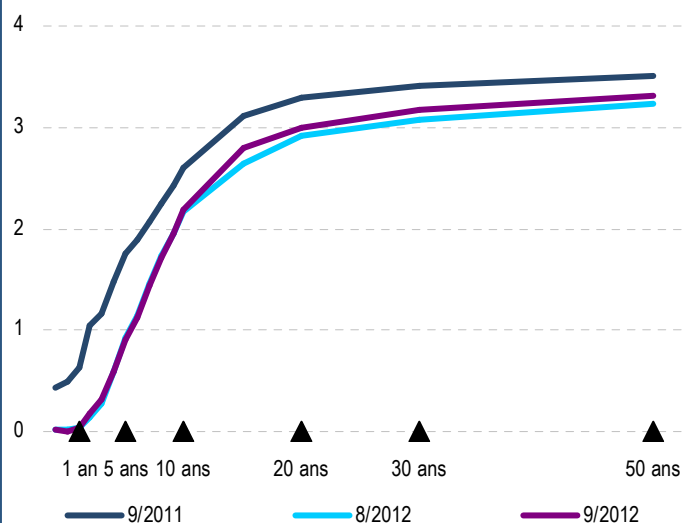
\*En millions d'€uros

	BTF 1 mois	BTF 3 mois	BTF 6 mois	BTF 12 mois
Date d'adjudication		3/9/2012	3/9/2012	3/9/2012
Ligne		13 semaines	24 semaines	50 semaines
Date de règlement		6/9/2012	6/9/2012	6/9/2012
Echéance		6/12/2012	21/2/2013	22/8/2013
Volume adjugé*		4 001	1 601	1 196
ONC après adjudication*		282	10	19
Volume total émis*		4 283	1 611	1 215
Taux moyen pondéré		-0,14%	-0,008%	0,002%
Date d'adjudication		10/9/2012	10/9/2012	10/9/2012
Ligne		12 semaines	23 semaines	49 semaines
Date de règlement		13/9/2012	13/9/2012	13/9/2012
Echéance		6/12/2012	21/2/2013	22/8/2013
Volume adjugé*		3 999	1 594	1 392
ONC après adjudication*		0	0	0
Volume total émis*		3 999	1 594	1 392
Taux moyen pondéré		-0,21%	-0,008%	0,004%
Date d'adjudication		17/9/2012	17/9/2012	17/9/2012
Ligne		13 semaines	22 semaines	52 semaines
Date de règlement		20/9/2012	20/9/2012	20/9/2012
Echéance		20/12/2012	21/2/2013	19/9/2013
Volume adjugé*		3 798	1 293	1 694
ONC après adjudication*		0	99	54
Volume total émis*		3 798	1 392	1 748
Taux moyen pondéré		-0,12%	-0,004%	0,029%
Date d'adjudication		24/9/2012	24/9/2012	24/9/2012
Ligne		12 semaines	25 semaines	51 semaines
Date de règlement		27/9/2012	27/9/2012	27/9/2012
Echéance		20/12/2012	21/3/2013	19/9/2013
Volume adjugé*		3 798	1 698	1 269
ONC après adjudication*		0	22	0
Volume total émis*		3 798	1 720	1 269
Taux moyen pondéré		-0,16%	-0,006%	0,006%

Source : Agence France Trésor

## Courbe des taux sur titres d'État français

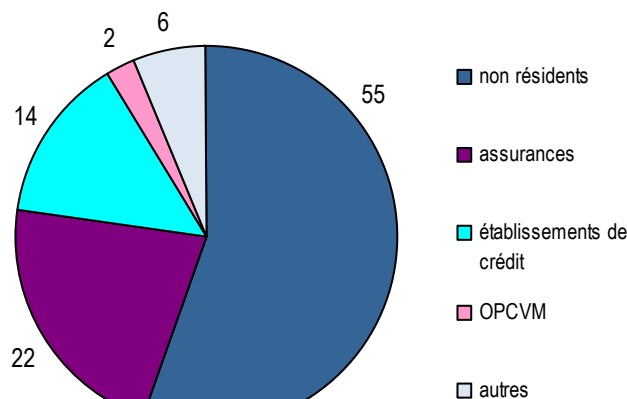
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

## Détention des OAT par groupe de porteurs : Deuxième trimestre 2012

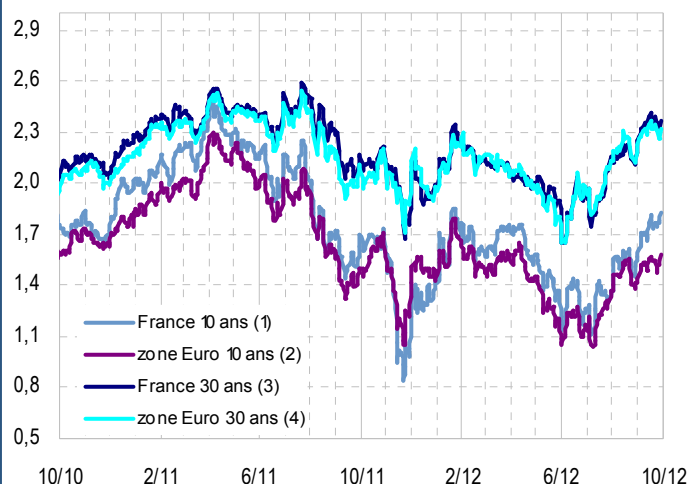
Structure en %



Source : Banque de France

## Point-mort d'inflation

Valeur quotidienne en %



Source : Bloomberg

(1) écart entre le rendement de l'OAT 3,75% avril 2017 et le rendement de l'OATi 1% Août 2017

(2) écart entre le rendement de l'OAT 4,25% avril 2019 et le rendement de l'OATi 2,25% Août 2020

(3) écart entre le rendement de l'OAT 5,5% avril 2029 et le rendement de l'OATi 3,4% Août 2029

(4) écart entre le rendement de l'OAT 5,75% octobre 2032 et le rendement de l'OATi 3,15% Août 2032

## Dettes négociables de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt ('swaps')

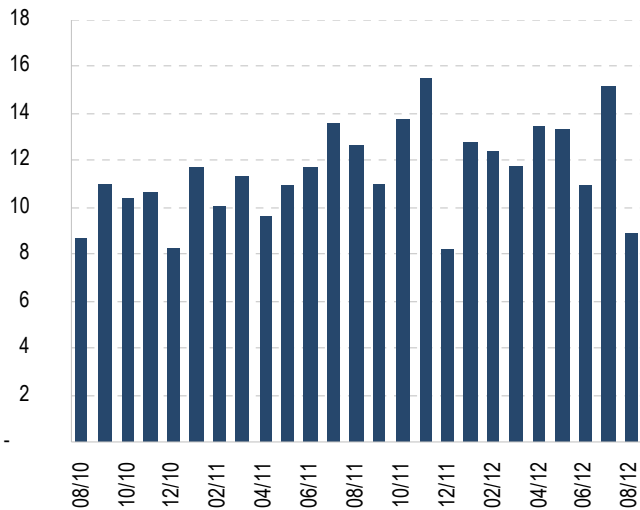
En milliards d'Euros

	fin 2005	fin 2006	fin 2007	fin 2008	fin 2009	fin 2010	fin 2011	fin août 2012	fin sept. 2012
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>877</b>	<b>877</b>	<b>921</b>	<b>1 017</b>	<b>1 148</b>	<b>1 229</b>	<b>1 313</b>	<b>1 382</b>	<b>1 380</b>
dont titres indexés	90	110	132	152	148	159	166	167	168
OAT	593	610	641	681	719	816	888	937	946
BTAN	189	200	202	198	215	226	247	264	257
BTF	95	66	78	138	214	187	178	181	176
<b>Encours de swaps</b>	<b>52</b>	<b>44</b>	<b>42</b>	<b>28</b>	<b>20</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>									
avant swaps	6 ans	7 ans	7 ans	6 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
après swaps	267 jours	45 jours	51 jours	292 jours	246 jours	68 jours	57 jours	13 jours	30 jours
avant swaps	6 ans	7 ans	7 ans	6 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
après swaps	228 jours	16 jours	29 jours	276 jours	233 jours	60 jours	52 jours	10 jours	27 jours

Source : Agence France Trésor

## Volume moyen des transactions quotidiennes sur les OAT et les BTAN

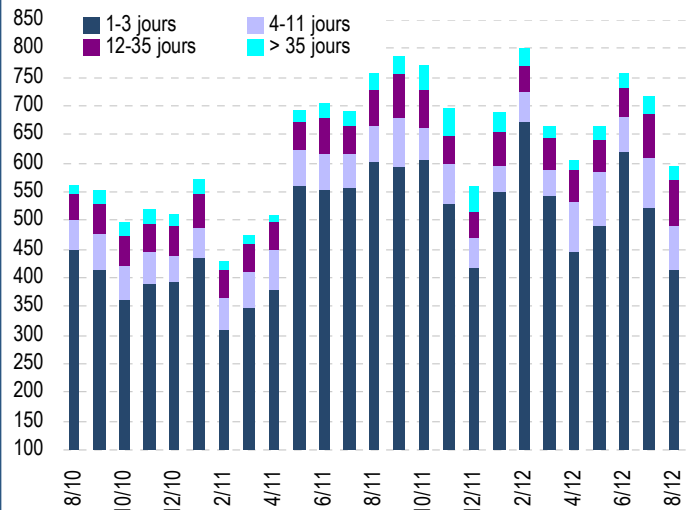
En milliards d'Euros



Source : déclarations des SVT

## Transactions mensuelles sur pensions à taux fixe des SVT

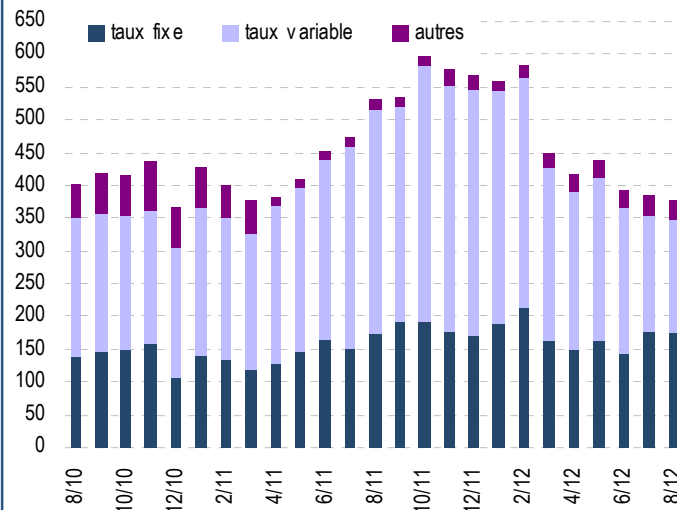
En milliards d'Euros



Source : déclarations des SVT

## Encours des pensions des SVT en fin de mois

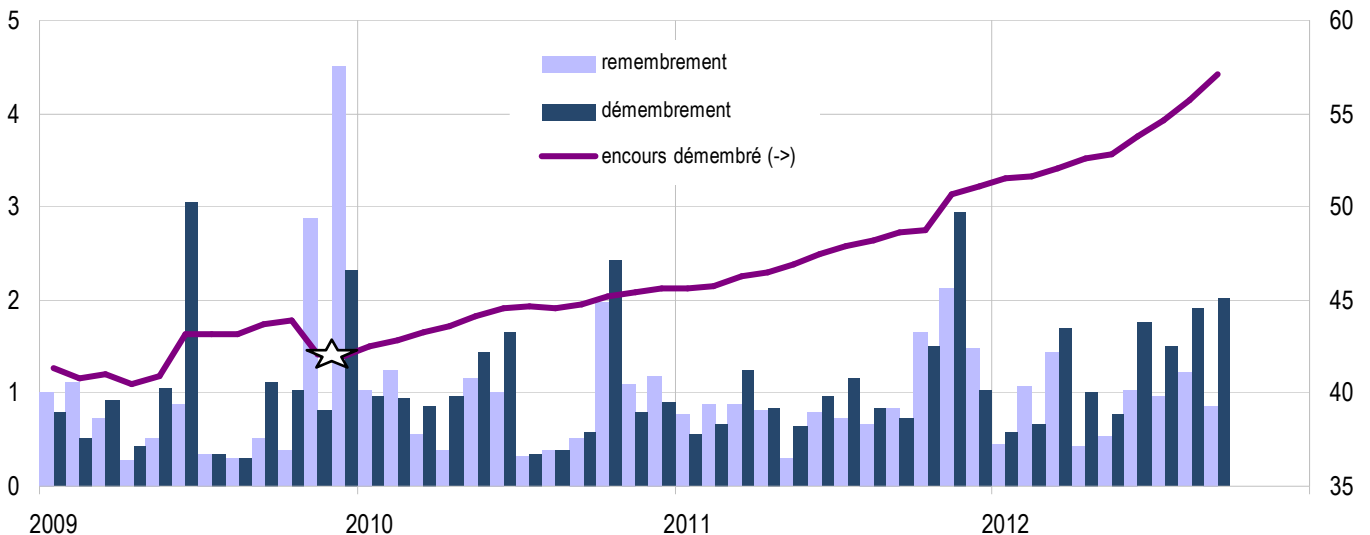
En milliards d'Euros



Source : déclarations des SVT

## Evolution mensuelle des opérations de démembrement et de remembrement

En milliards d'Euros



\* changement de règle à compter de novembre 2009 / Voir le détail des lignes démembrées dans les tableaux en page 10 et 11

Source : Euroclear France

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.

## Rééquilibrage et Inflation en Europe : le cas de la France et de l'Espagne

Par Fabrice Montagné, François Cabau, économistes, Barclays

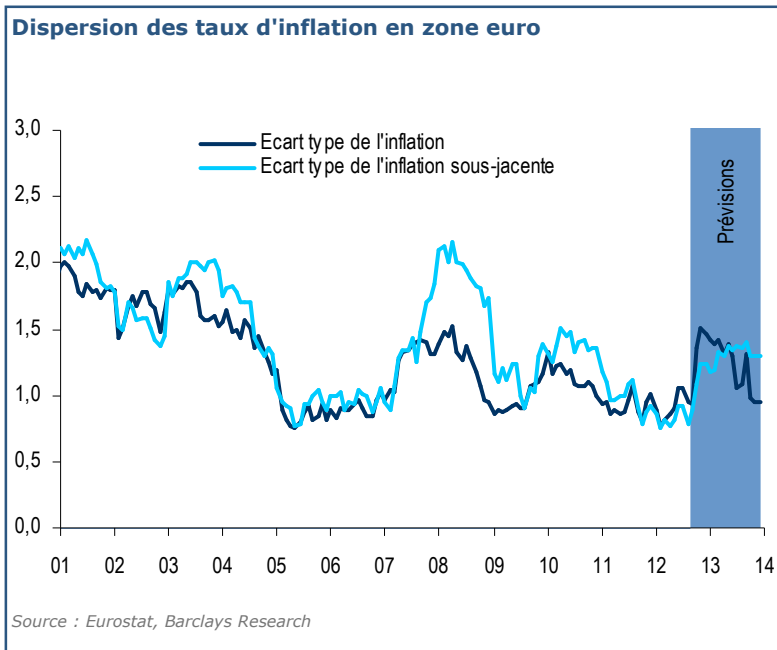
L'inflation sous-jacente telle que définie par Eurostat (excluant tabac, alimentation et énergie) était de +1,7% en août en France alors qu'elle n'a été que de 1,0% en Espagne. Nous pensons que cette différence s'explique par les facteurs cycliques mais également plus structurels liés au rééquilibrage en cours en Espagne. Nous prévoyons en effet une contraction du PIB espagnol de 1,8% en 2012 et 2013, un taux de chômage de 26,6% au troisième trimestre 2013 et la mise en œuvre d'une consolidation structurelle de 8,5 points de PIB sur la période 2010-2013. En France, nous pensons que la croissance va rester légèrement positive (Barclays: +0,1%/+0,5% en 2012/2013), que le taux de chômage va croître de façon modérée vers 11,4% fin 2013 et que l'ajustement budgétaire sera de 5% du PIB, sur la période 2011-2013.

Le sursaut des indices de prix sous-jacents cet été en Espagne s'explique en partie par des changements de prix administrés et de taxes indirectes. En juillet, l'indice des prix à la consommation harmonisé a augmenté de 0,4 pp (point de pourcentage) à 2,2% en rythme annuel, et l'indice sous-jacent de 0,3 pp à 1,1%, à cause d'un pic historique (+20,3% m/m (mois précédent)) du prix des biens de santé. En septembre, le relèvement du taux de TVA (de 18% à 21% pour le taux standard, et de 8% à 10% pour le taux réduit) devrait entraîner une nouvelle augmentation de 0,8 pp de l'IPCH et de 0,6 pp de l'inflation sous-jacente. Nous anticipons ainsi que l'inflation sous-jacente sera de 1,5% y/y (glissement annuel) en septembre, comparé à 0,8% en juin. Ceci contraste avec la situation française où aucune mesure significative sur les taxes indirectes ou les prix administrés n'a été décidée ou n'est attendue. Ainsi, si nous anticipons que l'inflation espagnole va dépasser l'inflation française d'ici la fin de l'année (3,6% contre 2,1%), l'inflation sous-jacente espagnole devrait être inférieure du fait de l'effet désinflationniste de la baisse des salaires.

Le taux de croissance annuel des salaires en France était de 2% au T2, après 2,6% au T1, soit 1,5 pp plus faible que le pic du T2 2011. Bien qu'augmentant à un rythme moindre qu'il y a un an, la croissance des salaires reste donc plutôt dynamique. En Espagne, les salaires ont diminué de 3,9% en rythme annuel, soit la plus forte contraction depuis la création de la série en 1981. Les régressions économétriques montrent que les salaires ont une influence sur l'inflation sous-jacente mais la transmission semble plus rapide et plus forte en Espagne qu'en France. La force de rappel exercée par les salaires devrait donc peser davantage en Espagne, et l'inflation devrait diminuer plus fortement, notamment lorsque les effets de base dus aux hausses de prix administrés et de taxes indirectes sur la croissance en glissement annuel se seront estompés. En revanche, l'inflation sous-jacente française devrait se maintenir, même si le revenu disponible des ménages devrait baisser. Ces mécanismes étant également à l'œuvre dans d'autres pays européens, il est également probable que la dispersion de l'inflation sous-jacente s'accroisse dans les trimestres à venir (voir graphique ci-dessus).

Le taux de croissance annuel des salaires en France était de 2% au T2, après 2,6% au T1, soit 1,5 pp plus faible que le pic du T2 2011. Bien qu'augmentant à un rythme moindre qu'il y a un an, la croissance des salaires reste donc plutôt dynamique. En Espagne, les salaires ont diminué de 3,9% en rythme annuel, soit la plus forte contraction depuis la création de la série en 1981. Les régressions économétriques montrent que les salaires ont une influence sur l'inflation sous-jacente mais la transmission semble plus rapide et plus forte en Espagne qu'en France. La force de rappel exercée par les salaires devrait donc peser davantage en Espagne, et l'inflation devrait diminuer plus fortement, notamment lorsque les effets de base dus aux hausses de prix administrés et de taxes indirectes sur la croissance en glissement annuel se seront estompés. En revanche, l'inflation sous-jacente française devrait se maintenir, même si le revenu disponible des ménages devrait baisser. Ces mécanismes étant également à l'œuvre dans d'autres pays européens, il est également probable que la dispersion de l'inflation sous-jacente s'accroisse dans les trimestres à venir (voir graphique ci-dessus).

Ainsi nous nous attendons à ce que la dispersion des taux d'inflation sous-jacente en zone euro augmente sur la période de prévision, illustrant les rééquilibrages en cours en zone euro. Ceci dit, la dispersion ne devrait pas atteindre des niveaux particulièrement élevés, témoignant du fait que les prix ne sont pas à ce point flexibles, renforçant d'autant la nécessité des réformes structurelles dans les secteurs protégés.



## Prévisions macroéconomiques

Taux de croissance en %

	2011	2012	2013
PIB français	1,7	0,3	0,8
Consommation des ménages	0,3	0,2	0,3
Investissement des entreprises	5,1	0,1	1,5
Exportations	5,3	2,7	4,8
Importations	4,9	1,3	3,8
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,1	2,0	1,8

Source : PLF 2013 (28/09/2012)

## Derniers indicateurs conjoncturels

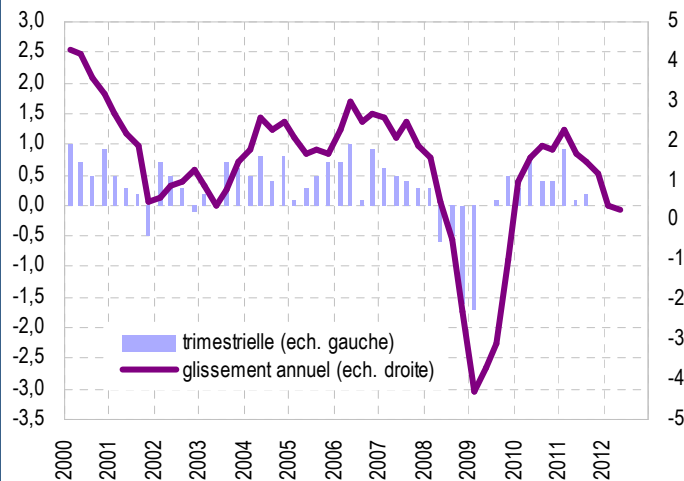
Production industrielle*, glissement annuel	-2,0%	8/2012
Consommation des ménages, glissement annuel	-0,9%	8/2012
Taux de chômage (BIT)	10,2%	6/2012
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	1,9%	9/2012
ensemble hors tabac	1,8%	9/2012
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,3 Md€	8/2012
" "	-4,1 Md€	7/2012
Solde des transactions courantes, cvs	-4,0 Md€	8/2012
" "	-2,6 Md€	7/2012
Taux de l'échéance constante à 10 ans (TEC10)	2,23%	28/9/2012
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	0,220%	28/9/2012
Euro / dollar	1,293	28/9/2012
Euro / yen	100,37	28/9/2012

\* produits manufacturés

Source : Insee; MINEFI; Banque de France

## Produit intérieur brut aux prix de l'année précédente chaînés

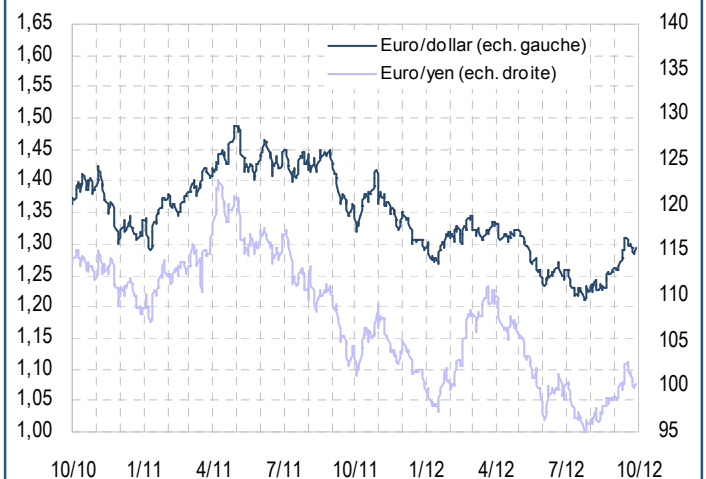
Variation en %



Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels

## Taux de change de l'euro

Valeurs quotidiennes



Source : Banque Centrale Européenne

## Situation mensuelle du budget de l'Etat

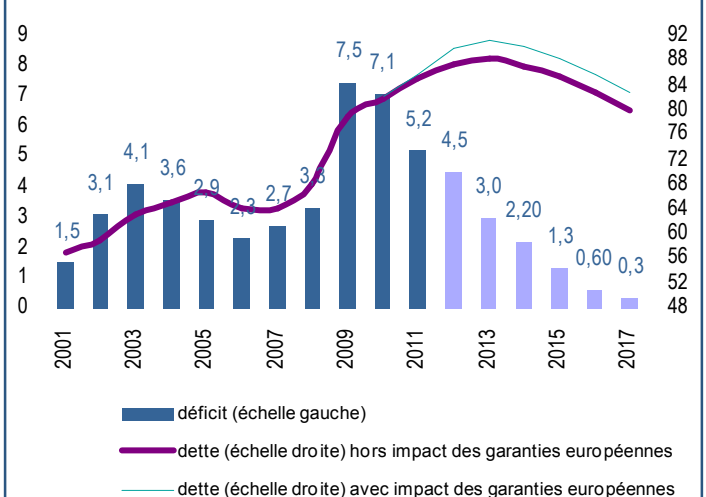
En milliards d'euros

	2010		2011		niveau à la fin août	
	2010	2011	2010	2011	2012	
Solde du budget général	-150,80	-90,09	-100,60	-70,95	-70,98	
recettes	274,89	275,23	169,53	172,02	177,48	
dépenses	425,69	365,32	270,13	242,97	248,47	
Solde des comptes spéciaux du Trésor	2,00	-0,63	-21,54	-31,83	-26,69	
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-148,80</b>	<b>-90,72</b>	<b>-122,13</b>	<b>-102,78</b>	<b>-97,67</b>	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

## Finances publiques : déficit et dette

En % du PIB



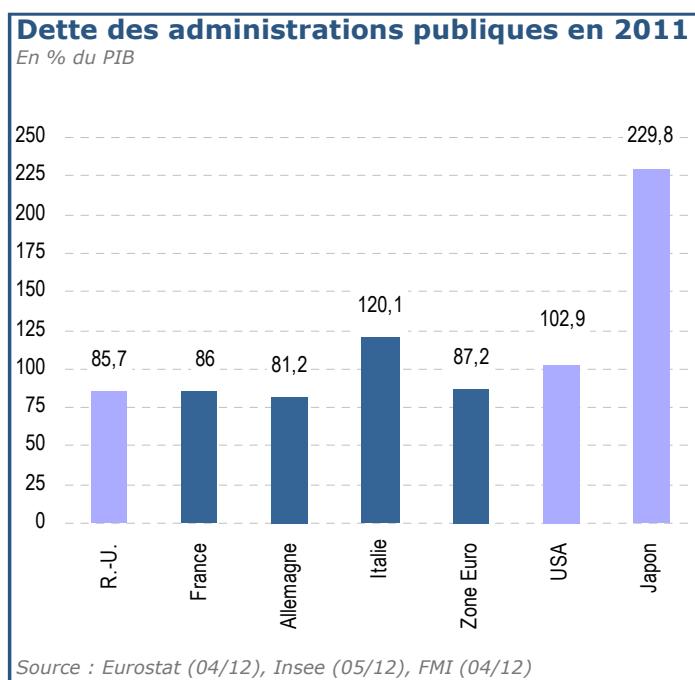
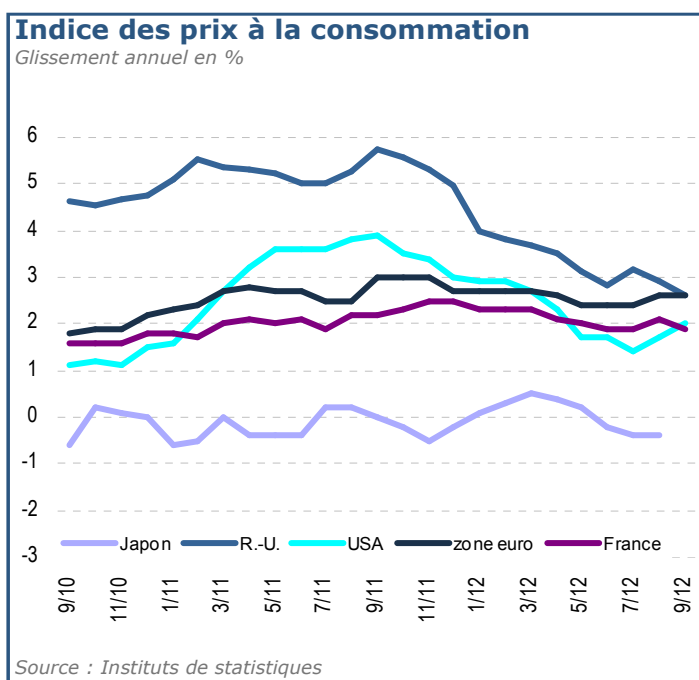
Source : PLF 2013 (28/09/2012)

## Calendrier des indicateurs économiques français

Novembre 2012	Décembre 2012
08/11 Commerce extérieur en septembre	06/12 Demandeurs d'emploi 2012 T3 (BIT)
09/11 Investissements dans l'industrie : enquête trimestrielle d'octobre	07/12 Commerce extérieur en octobre
09/11 Production industrielle en septembre	10/12 Production industrielle en octobre
13/11 Balance des paiements en septembre	11/12 Emploi salarié : 2012 T3
13/11 Emploi salarié : résultats provisoires 2012 T3	12/12 Balance des paiements en octobre
14/11 Prix à la consommation : indice d'octobre	12/12 Prix à la consommation : indice de novembre
15/11 Comptes nationaux trimestriels : premiers résultats 2012 T3	14/12 Inflation (IPCH) : indice de novembre
15/11 Estimation rapide PIB zone euro et UE : 2012 T3	21/12 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de décembre
15/11 Inflation (IPCH) indice d'octobre	26/12 Construction neuve en novembre
23/11 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de novembre	27/12 Dette trimestrielle des administrations publiques 2012 T3
27/11 Demandeurs d'emploi en octobre	27/12 Demandeurs d'emploi en novembre
27/11 Construction neuve en octobre	28/12 Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2012 T3
27/11 Commercialisation de logements neufs : 2012 T3	28/12 Consommation des ménages en produits manufacturés en novembre
30/11 Consommation des ménages en produits manufacturés en octobre	

Source : Insee, Eurostat

## COMPARAISONS INTERNATIONALES





## BTAN au 30 septembre 2012

En euros

CODE ISIN <i>Euroclear France</i>	Libellé de l'emprunt	Encours	Coefficient d'indexation	Valeur nominale
<b>Échéance 2013</b>		<b>46 499 000 000</b>		
FR0113087466	BTAN 3,75% 12 janvier 2013	17 868 000 000		
FR0114683842	BTAN 4,5% 12 juillet 2013	17 725 000 000		
FR0119580019	BTAN 2% 25 septembre 2013	10 906 000 000		
<b>Échéance 2014</b>		<b>71 584 000 000</b>		
FR0116114978	BTAN 2,5% 12 janvier 2014	28 792 000 000		
FR0116843535	BTAN 3% 12 juillet 2014	30 269 000 000		
FR0120634490	BTAN 0,75% 25 septembre 2014	12 523 000 000		
<b>Échéance 2015</b>		<b>51 472 000 000</b>		
FR0117836652	BTAN 2,5% 15 janvier 2015	23 415 000 000		
FR0118462128	BTAN 2% 12 juillet 2015	28 057 000 000		
<b>Échéance 2016</b>		<b>59 233 190 500</b>		
FR0119105809	BTAN 2,25% 25 février 2016	24 423 000 000		
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	25 201 000 000		
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	9 609 190 500 (1)	1,03525	9 282 000 000
<b>Échéance 2017</b>		<b>28 697 000 000</b>		
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	20 302 000 000		
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	8 395 000 000		

**Total BTAN** **257 485 190 500**

**Durée de vie moyenne** **2 ans et 153 jours**

(1) Encours BTAN indexés = valeur nominale x coefficient d'indexation

# OAT au 30 septembre 2012

En euros

CODE ISIN Euroclear France	Libellé de l'emprunt	Encours	Coefficient d'indexation	Valeur nominale	Démembré
<b>Échéance 2012</b>		<b>24 151 820 263</b>			
FR0000188690	OAT 4,75% 25 octobre 2012	18 716 122 924			0
FR0000570780	OAT 8,5% 26 décembre 2012	5 435 697 339			
<b>Échéance 2013</b>		<b>61 002 564 655</b>			
FR0000188989	OAT 4% 25 avril 2013	21 726 183 879			0
FR0000188955	OATi 2,5% 25 juillet 2013	17 705 623 097 (1)	1,17701	15 042 882 471	0
FR0010011130	OAT 4% 25 octobre 2013	21 570 757 679			0
<b>Échéance 2014</b>		<b>46 545 724 224</b>			
FR0010061242	OAT 4% 25 avril 2014	24 961 752 234			0
FR0010112052	OAT 4% 25 octobre 2014	21 583 971 990			0
<b>Échéance 2015</b>		<b>74 081 425 293</b>			
FR0010163543	OAT 3,5% 25 avril 2015	24 412 313 893			0
FR0010135525	OAT€i 1,6% 25 juillet 2015	16 433 111 400 (1)	1,16945	14 052 000 000	0
FR0010216481	OAT 3% 25 octobre 2015	33 236 000 000			0
<b>Échéance 2016</b>		<b>57 859 000 000</b>			
FR0010288357	OAT 3,25% 25 avril 2016	29 070 000 000			0
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	28 789 000 000			555 263 600
<b>Échéance 2017</b>		<b>79 125 508 600</b>			
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	30 235 000 000			0
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	22 567 508 600 (1)	1,11748	20 195 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	26 323 000 000			0
<b>Échéance 2018</b>		<b>50 726 117 200</b>			
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	25 520 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	2 563 117 200 (1)	1,01711	2 520 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	22 643 000 000			0
<b>Échéance 2019</b>		<b>76 298 353 193</b>			
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	29 712 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	9 641 343 840 (1)	1,05163	9 168 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 600 300 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	28 078 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	22 616 460 (2)		6 692 154	
<b>Échéance 2020</b>		<b>84 454 764 250</b>			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	29 871 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	23 838 764 250 (1)	1,19343	19 975 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	30 745 000 000			0
<b>Échéance 2021</b>		<b>61 083 000 000</b>			
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	31 402 000 000			0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	29 681 000 000			0
<b>Échéance 2022</b>		<b>51 918 272 910</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			703 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	33 062 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	17 612 332 920 (1)	1,06092	16 601 000 000	0
<b>Échéance 2023</b>		<b>55 179 618 223</b>			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			6 364 925 000
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	11 344 422 320 (1)	1,08331	10 472 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	33 229 000 000			343 952 000

- (1) Encours OAT indexées = valeur nominale x coefficient d'indexation  
 (2) y compris intérêts capitalisés au 31/12/2010 ; non offerte à la souscription  
 (3) valeur actualisée au 28/03/2010 ; non offerte à la souscription

OATi : OAT indexée sur l'indice français des prix à la consommation (hors tabac)  
 OAT€i : OAT indexée sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro (hors tabac)

## OAT au 30 septembre 2012

En euros

CODE ISIN Euroclear France	Libellé de l'emprunt	Encours	Coefficient d'indexation	Valeur nominale	Démembré
	<b>Échéance 2025</b>	<b>17 780 928 118</b>			
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	17 780 928 118			3 063 326 900
	<b>Échéance 2026</b>	<b>30 306 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	30 306 000 000			211 550 000
	<b>Échéance 2027</b>	<b>9 830 626 000</b>			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	6 034 626 000 (1)	1,04550	5 772 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	3 796 000 000			0
	<b>Échéance 2028</b>	<b>19 091 126</b>			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	19 091 126 (3)		46 232 603	
	<b>Échéance 2029</b>	<b>33 737 119 915</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	24 265 880 458			4 434 409 500
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	9 471 239 457 (1)	1,23498	7 669 144 000	0
	<b>Échéance 2032</b>	<b>34 370 985 540</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	11 639 662 940 (1)	1,20919	9 626 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	22 731 322 600			11 320 799 000
	<b>Échéance 2035</b>	<b>19 089 000 000</b>			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	19 089 000 000			5 309 886 000
	<b>Échéance 2038</b>	<b>23 889 000 000</b>			
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	23 889 000 000			4 599 850 000
	<b>Échéance 2040</b>	<b>9 379 633 660</b>			
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	9 379 633 660 (1)	1,12009	8 374 000 000	0
	<b>Échéance 2041</b>	<b>21 357 000 000</b>			
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	21 357 000 000			6 340 400 000
	<b>Échéance 2055</b>	<b>14 926 000 000</b>			
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			5 447 967 000
	<b>Échéance 2060</b>	<b>8 852 000 000</b>			
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	8 852 000 000			2 821 500 000

<b>Total OAT</b>	<b>945 963 553 170</b>
Encours démembré	57 117 597 500
En % des lignes démembrables	6,2 %
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>9 ans et 223 jours</b>

- (1) Encours OAT indexées = valeur nominale x coefficient d'indexation  
 (2) y compris intérêts capitalisés au 31/12/2010 ; non offerte à la souscription  
 (3) valeur actualisée au 28/03/2010 ; non offerte à la souscription

OATi : OAT indexée sur l'indice français des prix à la consommation (hors tabac)  
 OAT€i : OAT indexée sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro (hors tabac)

## BTF au 30 septembre 2012

En euros

	Échéance	Encours
BTF	4 octobre 2012	7 488 000 000
BTF	11 octobre 2012	8 111 000 000
BTF	18 octobre 2012	7 202 000 000
BTF	25 octobre 2012	7 926 000 000
BTF	31 octobre 2012	7 224 000 000
BTF	8 novembre 2012	7 991 000 000
BTF	15 novembre 2012	6 877 000 000
BTF	22 novembre 2012	7 993 000 000
BTF	29 novembre 2012	7 027 000 000
BTF	6 décembre 2012	8 282 000 000
BTF	20 décembre 2012	7 596 000 000
BTF	27 décembre 2012	7 507 000 000
BTF	10 janvier 2013	7 341 000 000
BTF	24 janvier 2013	6 462 000 000
BTF	7 février 2013	8 298 000 000
BTF	21 février 2013	6 391 000 000
BTF	7 mars 2013	7 758 000 000
BTF	21 mars 2013	1 720 000 000
BTF	4 avril 2013	8 182 000 000
BTF	2 mai 2013	8 397 000 000
BTF	30 mai 2013	7 403 000 000
BTF	27 juin 2013	7 772 000 000
BTF	25 juillet 2013	6 620 000 000
BTF	22 août 2013	5 617 000 000
BTF	19 septembre 2013	3 017 000 000

<b>Total BTF</b>	<b>176 202 000 000</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>120 jours</b>

## Réserve de titres de la Caisse de la dette publique au 30 septembre 2012

néant

## Dettes négociables de l'État au 30 septembre 2012

<b>Encours total</b>	<b>1 379 650 743 670</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>7 ans et 30 jours</b>